

## ACTES NEUJ PRO 2010

### ATELIER

#### AIMER OU NON L'ÉDUCATION POPULAIRE ?

**Jean-Claude RICHEZ, INJEP, Animateur de l'atelier**

Je propose de commencer, je serai obligé de vous abandonner immédiatement, en cours de route, et surtout 3 auteurs des 13 amoureux (ou pas) de l'éducation populaire sont présents. J'ai toujours rêvé de faire autre chose ; c'était quelque chose qui aurait pu s'intituler (je répondais à la question) « en finir avec l'éducation populaire » pour faire de l'éducation populaire ; dans « 10 raisons d'aimer l'éducation populaire », je m'y retrouve assez bien ; quand je dis « en finir avec l'éducation populaire » c'est en général.

L'an dernier, dans cette même salle, nous avons eu un débat pour moi tout à fait consternant, autour de la question de l'éducation populaire ; quand on parle d'éducation populaire en général, immédiatement, de quoi parle-t-on ? De l'histoire de l'éducation populaire, de la glorieuse histoire de l'éducation populaire, de la grande histoire de l'éducation populaire, et c'est en cela que ce livre me semble extrêmement intéressant : on ne parle pas de l'histoire, on ne convoque pas l'histoire de l'éducation populaire, mais on parle de l'actualité, des questions d'aujourd'hui, et comment aujourd'hui la référence à l'éducation populaire fait sens, effectivement ; à la fois, aussi bien pour des gens qui s'inscrivent dans cette grande histoire de l'éducation populaire, qui se revendiquent de l'éducation populaire, comme mon voisin, historiquement au moins, de filiation, ou même Mikaël, de filiation, ils sont dans la filiation ; Thomas, moins, mais vous avez milité dans des Fédérations d'éducation populaire, vous êtes des produits de l'éducation populaire.

**Thomas ROGÉ; Directeur de la Maison des initiatives étudiantes de Paris**

Je suis adhérent individuel de la Ligue de l'enseignement.

**Jean-Claude RICHEZ**

De longue date ?

**Thomas ROGÉ**

Oui.

**Jean-Claude RICHEZ**

C'est donc partir du monde d'aujourd'hui et ce qui peut faire éducation populaire ; une partie des auteurs disent « finalement, on faisait de l'éducation populaire sans le savoir ; c'est le cas de Clémentine AUTIN, qui dit « quand je militais à Mix-Cité, quand on a lancé Mix-Cité, finalement, si je reviens sur l'histoire du travail que l'on faisait dans le cadre de Mix-Cité, c'était un travail d'éducation populaire » ; c'est aussi pour les deux auteurs qui viennent de Génération Précaire et de Jeudi Noir, qui utilisent presque les mêmes termes pour désigner leur expérience. Quelque part, cela met en défaut la définition ou la première proposition que je fais, chaque fois que l'on m'invite à parler d'éducation populaire, c'est-à-dire que participent de l'éducation populaire tous ceux qui s'en réclament, finalement.

Ce livre nous montre que l'on peut faire de l'éducation populaire sans s'en réclamer ; et qu'est-ce qui fait éducation populaire ? Je pense que c'est le fil rouge qui relie l'ensemble des contributions, c'est d'abord un exercice de la citoyenneté, et de citoyenneté active : prendre part à la vie de la cité et articuler fortement cette revendication de participation à la vie de la cité à une revendication d'accès au savoir, ou de reconnaissance des savoir, sous toutes leurs formes, en refusant aussi la hiérarchie

des savoir ; il n'y a pas seulement les savoir scolaires, les savoir académiques, les savoir universitaires, il y a d'autres savoir, donc, parcours exemplaire de Thomas ROGE...

C'est emblématique, c'est vrai ; il y en a des centaines, des milliers qui sont dans la même situation, avec juste une différence ; Thomas assume pleinement, souvent ce n'est pas du tout assumé, reconnu, valorisé, dans notre société ; comme vous le savez, le fait que les compétences que l'on acquiert en dehors du cadre scolaire ne soient pas reconnues, c'est un des effets tout à fait désastreux au niveau de notre système éducatif ; on sait qu'aujourd'hui, si notre système éducatif est peu performant, c'est qu'il se confond, notamment, avec le système scolaire ; un système éducatif ne peut pas être qu'un système scolaire ; les systèmes éducatifs qui se réduisent au système scolaire aujourd'hui sont très peu performants ; y compris en terme de performance du système éducatif, il y a une vraie plus-value de l'éducation populaire.

Dernier point et je termine là-dessus, ce serait une vraie piste, l'un des auteurs a une proposition qui me plaît beaucoup : l'éducation populaire est comme les fraisiers ; c'est Grégory ; c'est une belle formule ; pour la métaphore, vous savez que le fraisier a des rhizomes, qui prolifèrent, vont partout et surgissent toujours où on ne les attend pas ; l'éducation populaire peut être actuelle, profondément actuelle, justement dans cette capacité à se perpétuer sous forme rhizomatique et pas sous forme instituée. L'éducation populaire, si elle se pense aujourd'hui et si elle continue à se penser comme institution, a peu d'avenir à mon sens ; en revanche, si elle est capable aujourd'hui de se penser comme rhizomatique, là est son avenir, d'aller chercher ailleurs ; par exemple, on est sur le terrain syndical, on est sur le terrain de la lutte contre le SIDA, sur le terrain des luttes et mobilisations féministes, eh bien cela peut faire éducation populaire si l'on garde ce fil, c'est-à-dire des compétences, des connaissances acquises à travers la pratique, l'expérience, combinées avec une exigence et une interpellation ; ce n'est pas connaissance pour la connaissance, mais connaissance mobilisée ou culture, pour interpellier la cité. Le rhizome repousse toujours ; après, on pourrait développer sur le plan philosophique, car vous savez que DELEUZE et GUATTARI défendaient fortement cette idée de l'importance de la pensée en rhizome.

Après ces 2 ou 3 remarques, je remercie Mikaël de m'avoir invité à la présentation de cet ouvrage ; nous devons maintenant tous nous munir du petit livre rose, vous avez compris, car rose c'est la vie ! Les auteurs sont prêts à le dédicacer, j'ai eu un exemplaire dédicacé. Le badge vous est maintenant familier « I love Educ Pop », ils sortent de la clandestinité et apparaissent non masqués à la tribune de Neuj Pro ; c'est un scoop absolument extraordinaire, je pense que tous ceux qui ne sont pas là vont beaucoup le regretter ; et on dira enfin « I love Educ Pop », qui est sortie de la clandestinité à Neuj Pro ; on a enlevé les cagoules.

### ***Mikaël GARNIER-LAVALLEY, Délégué général de l'ANACEJ***

Je vais vous resituer dans quel contexte nous avons écrit cela et ensuite, avec Thomas et Thiébaud, nous essaierons de faire un résumé de ce que l'on met dedans. L'idée de départ (Jean-Claude l'a relativement bien résumé ... il est parti maintenant), nous les dinosaures de l'éducation populaire ...

Il a entendu ! C'est parti tout simplement, vous le verrez peut-être dans nos contributions, d'une bande de copains qui se croisait dans tout un tas de cercles liés à l'éducation populaire, des cercles plutôt institutionnels, et de se dire qu'il est extrêmement difficile de parler de l'éducation populaire au-delà de notre propre cercle.

Quand on expliquait aux gens ce que l'on faisait dans la vie, que ce soit par militantisme ou par activité professionnelle, on faisait référence systématiquement à l'éducation populaire et on avait énormément de difficultés à avoir, dans nos amis et nos familles, des discussions sur ce que c'était ; il fallait réexpliquer à chaque fois ce qu'était l'éducation populaire ; cela nous semblait complètement absurde d'avoir à expliquer systématiquement ce que c'était, alors même que l'on avait l'impression que c'était quelque chose d'extrêmement contemporain, très en lien avec le monde dans lequel on vivait ; derrière cela recouvrait un panel très large d'activités, en plein dans le concret et en plein dans l'action quotidienne que l'on menait. Avec cette idée, comme l'a dit Jean-Claude, que beaucoup d'entre nous faisons de l'éducation populaire (ce n'est pas mon cas) sans le savoir, en réutilisant des techniques, en faisant de l'irruption dans l'actualité, dans l'espace public, en essayant de jouer aussi sur la transformation sociale.

Ce sont des éléments qui nous ont fortement formés, nous, dans ce que nous sommes, qui jalonnent nos vies quotidiennes, et en même temps, qui continuent d'essayer d'impacter ; et dans nos discussions, une difficulté à exprimer ce que c'était, et par ailleurs, aussi, quand même, la volonté d'être fier de ce que l'on faisait ; il n'y a pas pire que les discussions où vous mettez 36 responsables de l'éducation populaire qui vont se lamenter, soit qui vont « se mettre sur la gueule » pour savoir quelle est l'histoire de l'éducation populaire et ce qu'est vraiment l'éducation populaire, entre les purs, les un peu moins purs, les pas purs du tout et ainsi de suite ; il y a toujours plus pur que soi dans l'éducation populaire, c'est comme dans la gauche de la gauche, tout le monde est plus pur que les uns et les autres ; cela devient un peu compliqué.

Il y avait ce débat, et de l'autre côté, l'idée que l'on pouvait sortir de ce cercle, c'était une galaxie énorme, de plein de monde, et il y avait besoin de mettre du lien. Nous avons donc créé un badge, un peu débile, au démarrage, pour affirmer quelque chose, en fait, en utilisant les codes du marketing, et aussi pour interpeller les gens dans la rue, dans le métro, dans des manifestations comme celle-là, et nos proches, pour avoir une discussion et remettre l'éducation populaire au centre de la discussion et expliquer concrètement ce que l'on faisait. Il y a un badge donc, ensuite, il y a eu un groupe Facebook, et au final, on a décidé d'écrire des affiches pour rigoler, et enfin, nous avons fait un bouquin, avec l'idée de proclamer que « jeune » pouvait être égal à « éducation populaire », que « éducation populaire pouvait être égal à jeune et que c'était parfaitement d'actualité, que cela pouvait se conjuguer au passé, au présent, comme au futur, à condition de se donner les moyens de sortir de nos ronronnements, les uns et les autres, que cela ne pouvait pas se faire dans un cadre institutionnel, étant par ailleurs en responsabilité pour certains d'entre nous ; cela pouvait dépasser le cadre institutionnel, de sorte que tout le monde puisse se l'approprier, sans querelle de chapelle, entre les petits et les gros, les laïcs, les chrétiens, et ainsi de suite ; on pouvait dépasser tout cela, on pouvait essayer de populariser, d'inventer 10 raisons d'aimer ou pas l'éducation populaire ; au départ, c'était un quizz, maintenant, c'est devenu un livre, avec cette idée de partager avec vous notre amour de l'éducation populaire et de ce qu'elle nous a apporté.

Ceci dit, étant résumé, je propose à Thiébaud et à Thomas de prendre la parole, de résumer peut-être leurs interventions et leurs parcours, et ensuite, nous aurons un peu de temps pour débattre ensemble.

***Thomas ROGÉ, Directeur de la Maison des initiatives étudiantes de Paris***

Les 13 auteurs sont des gens qui sont amenés à être dans des cercles d'amitié, de connivence professionnelle militante, mais on ne se connaît pas tous ; d'ailleurs, on ne s'est encore pas tous rencontrés ; il y a des dénominateurs communs, Mikaël en fait partie, mais je ne connais pas tous les auteurs.

Comme l'a dit Mikaël, c'était aussi le moyen de donner un regard de jeune, même si j'hésite de plus en plus à me qualifier de jeune, mais nous avons tous ce dénominateur commun d'avoir exercé des responsabilités, de s'être engagé très jeune, à un âge encore pas trop respectable, dans un congrès de mouvement, puisque je citais la Ligue de l'Enseignement à laquelle j'appartiens, nous dénotons encore beaucoup, nous avons quelques années d'avance (ou de retard, cela dépend par quel bout on le prend) de ces presque vieux-jeunes de porter un regard sur leur parcours et essayer d'être communicatifs sur une découverte pour certains, en tout cas pour moi, assez récente, que je faisais de l'éducation populaire, que j'en avais fait depuis très longtemps, depuis que j'étais tout petit, je ne le savais pas forcément ; plusieurs personnes citent M. JOURDAIN dans le bouquin, on faisait de l'éducation populaire sans le savoir ; et être communicatif sur l'aspect plaisant ; je prends beaucoup de plaisir dans mes engagements à me projeter dans le monde de l'éducation populaire et d'essayer de sortir des discours « coincés du cul » sur tout cela, d'être un peu exubérant, d'utiliser un langage où il ne faut pas avoir tout un background sociologique pour sortir, ne pas connaître les œuvres complètes de Jean MACE et pouvoir parler de l'éducation populaire de façon décomplexée et plaisante.

C'était aussi un exercice de style, car Mikaël et Damien avec leur côté « grand Manitou », en tout cas pour moi, nous ont imposé des exercices particuliers ; nous avons une phrase, un intitulé, ils nous avaient identifiés, car eux nous connaissaient tous ; nous avons 10.000 signes à faire sur un sujet particulier ; j'ai écopé du sujet « l'éducation populaire est l'ascenseur social qui n'est pas en panne » ; cela m'allait pas mal ; je ne sais pas si j'ai gravi l'ascenseur social ou quoi que ce soit, mais pour ceux qui étaient dans l'atelier précédent, j'ai un parcours particulier ; l'éducation populaire est mon seul

diplôme, cela a été ma seule éducation dans ma vie ; je n'ai pas le baccalauréat, je l'ai loupé 3 fois au moins, à un certain point je n'ai plus cherché à le passer, et très vite, j'étais déjà rentré de façon importante dans les associations ; j'étais responsable à 11 ans d'un club philatélique, administrateur d'un club de tennis ; cela a été très éclectique, jusqu'à être engagé dans la défense des droits d'expression des jeunes et particulièrement des lycéens au sein d'une organisation qui n'existe plus, qui s'appelait « J.PRESSE », qui était l'association de la presse initiative jeunes ; elle a été remplacée par une autre organisation très sympathique qui s'appelle JETS D'ENCRE, qui travaille sur les mêmes pré-supposés, de l'application notamment de la partie liberté d'expression aux élèves dans les écoles, les collèges, les lycées, les universités, dans les quartiers et dans les villes.

De mon bac loupé, je me suis retrouvé attaché de presse, responsable de secteur, à chercher des subventions, à faire de l'animation, à faire des formations, tout un tas de trucs pour lesquels je n'ai jamais été formé à la base, avec des pairs, des plus anciens, des plus jeunes, à apprendre en faisant et progresser. Puis, j'ai eu la chance d'être un jour « appelé » à rejoindre un cabinet ministériel et m'occuper du coup de : comment dans le système éducatif pouvoir reconnaître (pour les lycées en particulier, j'étais le premier délégué national à la vie lycéenne, auprès du Ministre de l'Education nationale) comment donner une place au sein des écoles à une plus grande démocratie lycéenne, la participation à des instances de co-décision ou de co-gestion pour certains aspects de la vie lycéenne, comme on pouvait réserver une plus grande place aux droits d'association, de publication, tout un tas de choses.

Dire que le bilan est positif serait mentir, mais il s'agissait d'essayer de voir comment l'Education nationale pouvait justement répondre à cette mission éducative, et pas se scléroser, je répète ce que j'ai dit tout à l'heure, sur ses fondamentaux, le lire, écrire, compter, et assumer pleinement sa dimension de construction du citoyen. Ce parcours a progressé ; aujourd'hui, je travaille à la Mairie de Paris, je suis cadre à la Mairie de Paris ; revenir sur ce parcours et en quoi l'éducation populaire a permis de me construire en dehors de l'école, en dehors de l'université, était un élément un peu maïeutique ; on s'accouche un peu ; c'est assez intéressant, même si cela pousse à s'interroger sur les parcours, notamment comment aujourd'hui les mouvements associatifs accueillent dans leur sein des jeunes, leur proposent des parcours d'engagement, de militance, leur laisse une place ; il ne s'agit pas seulement de leur laisser la parole, il faut aussi leur laisser une place ; cette place n'est pas compartimentée et réservée sur des sujets mineurs, mais au contraire, les jeunes ont leur rôle à jouer dans la conduite et la stratégie de ces organisations.

Comment la professionnalisation des grands mouvements d'éducation populaire, leur transformation en entreprises d'économie sociale faisaient aussi que les recrutements et les parcours professionnels que l'on pouvait proposer à des gens qui avaient été militants et étaient rentrés à un moment donné comme permanents dans les structures, n'étaient pas impactés par cette tendance de fond qui aujourd'hui se caractérise par : « il n'y a rien de mieux que de défroquer un étudiant de Sciences Po ou HEC pour le mettre cadre dans une association d'éducation populaire » ; le parcours militant au sein des structures devient parfois un peu difficile avec cette approche de l'économie sociale et solidaire.

Cette discussion sur l'ascenseur social qui n'est pas en panne, référence aussi à ceux qui prennent l'escalier et qui ferment la porte derrière eux, l'éducation populaire de mon point de vue apprend justement à ouvrir grand les portes, les fenêtres, travailler dans l'altérité et l'échange, faire collectif ; c'est un slogan de l'ANACEJ, c'est en tout cas ce que cela m'a appris à moi.

#### ***Mikaël GARNIER-LAVALLEY***

L'idée n'est jamais pour nous de taper les grands mouvements, ce que je disais tout à l'heure sur « pur », etc., mais de titiller les uns et les autres sur la réalité de ce que sont aujourd'hui les associations d'éducation populaire, entre autres.

#### ***Thiébaut WEBER, Membre de la CFDT***

Et poser la question de l'éducation populaire dans les mouvements dans lesquels nous sommes nous-mêmes responsables ou engagés ; je prends mon exemple pour le syndicalisme par exemple. Thomas l'a dit, c'est intéressant, la question d'être tous un peu des M. JOURDAIN de l'éducation populaire, c'est quelque chose d'assez frappant, que l'on retrouve dans le bouquin ; ce qui est intéressant est que dans le bouquin, pour la promotion du bouquin (et je vous rassure, nous disions d'acheter des bouquins, nous ne touchons pas de royalties ; cela va au collectif, ce n'est pas pour

cela que l'on vous pousse à l'achat du bouquin, mais pour avant tout avancer nos idées et vous faire aimer ou pas l'éducation populaire), nous avons tous des parcours différents ; nous avons tous peut-être des convictions, politiques, syndicales ou autres, qui ne sont pas forcément les mêmes, mais nous avons un point commun, c'est l'éducation populaire.

Ce qui est drôle, quand on lit chacun nos textes, et je citais l'exemple des affiches qui ont été faites pour promouvoir le bouquin, où il n'y a pas le nom de l'auteur d'une phrase, mais juste une phrase sans le nom de son auteur, et au final, même moi quand je les lis, je me demande « qui a écrit cela ? » ; on ne sait plus qui l'a écrit, mais on se reconnaît tout de suite dedans, dans tout ce qui est dit, dans tous les passages, il y a un angle différent d'attaque, une expérience différente, en terme de vécu de l'expérience de l'éducation populaire, mais on trouve tous quelque chose de commun par rapport à notre parcours ; c'est autour de cela que l'on s'est retrouvé, alors même qu'à la base, on avait des parcours différents, que l'on ne se connaissait pas forcément tous hyper bien, mais nous avons eu ce point commun sur lequel nous nous sommes retrouvés et autour duquel nous avons pu définir, donner notre définition quelque part, de l'éducation populaire. Ce qui est intéressant est que l'éducation populaire, on a parlé un peu de l'histoire, il est vrai que lorsque l'on parle de l'éducation populaire, on parle souvent de son histoire, moi, je la connaissais très peu ; je viens de Mulhouse ; j'ai entendu parler un peu de l'éducation populaire, parce qu'il paraît qu'un type qui s'appelle Jean MACE est passé par là ; j'ai vu des bâtiments, on m'a dit que Jean MACE avait créé ses premiers ateliers de formation, ouvriers, etc. Je connaissais assez peu finalement.

Et comme beaucoup de gens, l'éducation populaire, je l'ai théorisée une fois que j'étais passé par là ; quand on parle de M. JOURDAIN, on se demande si le plus important est finalement d'avoir tous la théorie en tête de l'éducation populaire, de ce qu'est l'éducation populaire, est-ce le plus important ? Je ne pense pas ; avoir les outils de ce qu'est l'éducation populaire, de savoir, de pouvoir le théoriser, le mettre en pratique, et lui donner un sens, cela est important ; le théoriser d'un point de vue philosophique, je pense que cela donne des discussions très intéressantes, auxquelles je suis prêt à participer, mais pour la majorité des individus que l'on appelle à participer à ces mouvements d'éducation populaire, ce n'est pas cela le plus important ; le plus important, c'est d'en faire de l'éducation populaire ; c'est aussi le message que l'on donne : non seulement permettre à ceux qui en font sans s'en rendre compte de pouvoir s'en rendre compte, de pouvoir y donner du sens, et à ceux qui n'y sont pas, de pouvoir leur donner envie.

Deux aspects que je retiens de ce que l'on a écrit, ou de ce qu'est mon éducation populaire, quelque part, il est vrai que dans notre idée il y avait la volonté (étant donné que, par exemple, je ne connaissais pas l'histoire) de dire, sans connaître forcément l'histoire de ce mouvement, toute la théorie qu'il pouvait y avoir autour de ce mouvement : comment lui donner un aspect très contextuel, très actuel ? Pour beaucoup, dans ceux qui ont une image péjorative de l'éducation populaire, il y a beaucoup de poussière sur l'éducation populaire ; il suffit d'enlever un peu cette poussière, on se rend compte qu'aujourd'hui, notre société a encore besoin de l'éducation populaire ; l'éducation populaire a sa place aujourd'hui ; je citais l'exemple du syndicalisme ; j'ai écrit la partie sur le syndicalisme en expliquant que pour moi, même si le syndicalisme aussi est un M. JOURDAIN de l'éducation populaire, on en parle très peu finalement dans le syndicalisme, pour autant, c'est un acteur important de l'éducation populaire ; il est important d'un point de vue « historique », en tous les cas, pour tous les gens que j'ai pu rencontrer, qui sont des purs produits de l'éducation populaire sans le savoir.

Je vous citerai un exemple : un ancien responsable de mon organisation, qui est parti voici peu de temps, qui sur le départ s'occupait des questions d'économie, qui dialoguait avec les plus grands économistes de notre temps au niveau français, Philippe ASKENAZY, ou autres, sans complexe sur les questions de l'économie, avec un discours particulièrement construit et des idées particulièrement intéressantes ; lui a commencé comme mécano et garde-cimetière par exemple ; c'est son parcours syndical qui l'a émancipé.

Un autre exemple, peut-être un peu moins success story, de militants d'entreprise, qui sont restés quelque part au sein de leur entreprise ou sur leur territoire, un exemple tout bête d'un militant qui voici 30 ans était dans son atelier et a entendu parler à un moment des problèmes rencontrés au niveau de l'économie mondiale, pourquoi on perdait des emplois, pourquoi des boîtes autour de chez lui étaient délocalisées, etc. Il s'est rendu compte qu'il n'avait pas forcément tous les outils pour comprendre ce qui se disait dans les débats, à la télévision le soir ou quoi que ce soit et un jour, il

s'est dit : « tous les jours, je vais acheter le Monde, je vais m'abonner au Monde, et je vais le lire de A à Z tous les jours ».

La lecture n'était pas forcément à la base son « dada » ; c'est ce qu'il a fait ; et petit à petit, il a décidé cela et avec cela, avec son engagement syndical, il est devenu un responsable syndical « béton », le genre de responsable syndical qui peut faire le cauchemar des employeurs dans la mesure où il est capable d'avoir un vrai discours construit sur la politique de l'entreprise en matière d'emplois, en matière de débouchés, en matière d'investissement ; bref, le cauchemar de l'employeur, ce n'est pas quelqu'un qui vous parle avec les mêmes outils. C'est aussi pour moi un exemple de l'éducation populaire version syndicale ; c'est le côté un peu historique, mais là où cela a encore une place, et je vais terminer rapidement, sur la question des jeunes : notre syndicalisme doit évoluer ; le syndicalisme en France doit évoluer ; il est beaucoup moins faible qu'on ne veut bien le montrer, on parle souvent de la faiblesse du syndicalisme avec des idées derrière la tête, pour autant, on est conscient que notre syndicalisme, dans nos pratiques, dans nos modes d'action, doit pouvoir évoluer et coller davantage aux réalités de son temps et à celles du 21<sup>ème</sup> siècle, notamment car le monde a changé.

Je vous donne l'exemple du dernier grand âge d'or du syndicalisme, qui était celui des 30 Glorieuses ; d'ailleurs, aujourd'hui, dans le sens commun, chez beaucoup de gens, quand on parle du syndicalisme, on parle encore d'un syndicalisme qui est celui d'il y a 30 ou 40 ans, celui des 30 Glorieuses ; le syndicalisme a changé et le monde a lui aussi changé. Voici 30 ans, quand on avait encore de grands collectifs de travail, avec des conditions de travail assez uniformes pour beaucoup de salariés, la question de l'action collective et des revendications, avec des parcours professionnels assez linéaires, très souvent dans la même entreprise, était beaucoup plus facile en terme d'action syndicale, car il y avait une certaine stabilité dans l'emploi et parce qu'il n'y avait pas non plus de chômage de masse ; la question des rapports de force se faisait dans le travail, pas en dehors du travail ou sur la question du marché de l'emploi, elle se faisait dans le travail.

Mon père, quand il a eu son CAP de tourneur fraiseur, qui n'est pas une grande qualification aujourd'hui, sa boîte est venue le chercher chez lui pour l'embaucher ; aujourd'hui, ce n'est plus du tout le cas ; aujourd'hui, on est sur des parcours beaucoup plus morcelés, pour les jeunes qui rentrent sur le marché du travail : on connaît, je ne vais pas vous faire la chanson, mais un peu plus de précarité, des successions de contrats courts, on passe de boîte en boîte et ainsi de suite ; et une notion du collectif qui semble disparaître. On a l'impression que toute dynamique collective est impossible ou beaucoup plus difficile aujourd'hui ; tout l'enjeu de l'action collective, en tout cas en ce qui concerne le syndicalisme, c'est pouvoir renouer du collectif dans cette individualisation des rapports sociaux ; j'en parle car cela se fait dans le travail, dans la société, mais je ne suis pas sûr que l'on puisse dire aujourd'hui que les jeunes soient individualistes, que ce soit un individualisme revendiqué ; c'est aussi une conséquence de l'individualisation des rapports sociaux.

Cette éducation populaire est possible car la question de l'émancipation, je ne sais pas si l'on en a encore parlé, mais c'est aussi le cœur même du projet d'éducation populaire, qui se faisait avant dans le cadre des collectifs du travail, peut-être au sein du travail, ce qui a été le projet de base peut-être de Jean MACE quand il y a créé ses initiatives à Mulhouse par exemple, qu'il a créé l'histoire de l'éducation populaire, aujourd'hui, elle est possible car les aliénations existent toujours, sauf qu'elles sont beaucoup plus insidieuses qu'avant. Elles ne sont pas vécues dans le cadre du travail, dans un cadre collectif, elles sont vécues dans un cadre individuel ; je retiendrai toujours un jeune qui disait, au moment du CPE que déjà, la grande différence avec mai 1968, c'était que les jeunes du CPE sont finalement beaucoup plus pragmatiques et demandent quelque part des choses très concrètes, comme une insertion professionnelle, un job ou des choses qui sont peut-être moins de l'ordre du rêve que mai 1968, mais aussi et surtout qui disait que les jeunes de mai 1968 avaient un contexte peut-être beaucoup plus favorable pour rêver, voir plus loin, à long terme, alors même que pour beaucoup de jeunes aujourd'hui, leur horizon est la fin du mois, la question de savoir comment manger et payer son logement ; on a l'impression quelque part d'avoir plus « la tête dans le guidon » aujourd'hui qu'il y a 40 ans ; cela prouve que la question de l'émancipation est encore au cœur des préoccupations aujourd'hui ; elle doit être encore au cœur de nos préoccupations aujourd'hui, qu'elle a encore sa place et donc, que l'éducation populaire a toute sa place dans nos engagements et dans notre société aujourd'hui.

**Mikaël GARNIER-LAVALLEY**

Vous avez eu 3 présentations du livre ; notre objectif était bien cela, de dire que dans un monde où l'individu prime sur le collectif, la compétition sur la coopération, notre sentiment était que nous avions de plus en plus besoin d'éducation populaire ; c'était notre objectif, et travailler sur la question de l'émancipation individuelle et collective, et qu'à un moment, on ne pouvait pas continuer à nous parler systématiquement des individus seuls, qu'il y avait de l'importance à renouer du lien et du travail en commun, que cela pouvait fortement impacter nos destins individuels et collectifs. Nous pouvons passer à la discussion. Parlez de vos parcours les uns et les autres, cela nous intéresse.

**Cécile LE MASSON, DDCSPP d'Angoulême**

Cela m'a interpellé quand j'ai vu votre action ; je l'ai d'ailleurs connue par Twitter, avant de venir ici ; je suis allée sur votre blog, cela m'a interpellé ; j'ai bien apprécié le ton et la manière dont vous en parliez notamment car cela faisait écho à ma propre perception, quand je suis arrivée à Jeunesse et Sports, j'ai entendu ce mot dont je n'avais jamais entendu parler ; pourtant, j'avais fait des colos, j'étais fille de militant à l'Education nationale, et a priori, j'aurais pu en avoir entendu parler avant, mais pas du tout !

Quand je suis arrivée dans ce monde, que j'entendais « éducation populaire », je voyais effectivement un truc plein de poussière, incompréhensible, notamment à cause du discours qui était produit autour, qui tout en disant que c'était pour rapprocher les gens, les émanciper, faire de la coopération, mettait de la distance entre ceux qui avaient tout compris, qui étaient les derniers combattants, et les autres. Heureusement, je crois que c'est par la pratique, comme vous le dites, que l'on finit par comprendre ; à un moment, je me suis fait « embrigader » ; et on se rend compte que finalement, ce qui nous motive dans l'action éducative, à quelque échelle que ce soit, peut s'appeler ainsi ; c'est la finalité de l'action éducative et l'esprit dans lequel on essaie également de le faire ; cela m'a été transmis par des collègues qui parlaient d'éducation populaire sans ronfler autour, sans produire un discours fait de mots qui font référence à des choses qui ne sont pas ouvertes, comme on peut parfois entendre des discours de syndicalistes ou de politiques avec ce vocabulaire, ces phrases toutes faites qui reviennent, qui sont une barrière qui empêche les gens d'aller au fond de ce qui est exprimé ; pourtant, le fond peut être intéressant.

J'espère que de telles démarches, d'autres personnes peuvent s'y retrouver ; petit à petit, je commence à oser employer ce mot avec d'autres personnes ; mais c'est vrai, je me sens un peu handicapée par le manque de culture dans ce domaine ; au bout d'un moment, il faut aussi essayer de se doter d'outils pour communiquer sur des notions ; car ce sont quand même des notions : les rendre compréhensibles en renouvelant peut-être le vocabulaire.

**Jean-François MIRALLES, Association Cap Bérriat à Grenoble**

Je suis assez d'accord, c'est comme les frites truc muche, ce sont ceux qui en parlent le plus qui en mangent le moins parfois sur l'éducation populaire ; ce qui m'a intéressé dans votre discours, c'est que c'est vous qui parlez de votre éducation populaire ; tu as utilisé le mot « mon éducation populaire », alors que j'entends tout le temps parler de « structures d'éducation populaire », c'est sacralisé, porté par une entité qui n'est pas nous, qui est quelqu'un d'autre ; on s'inscrit dedans, etc., mais voilà ... Entendre « mon éducation populaire », c'est la première fois et je trouve cela plutôt sympa. En revanche, vous avez parlé un peu d'émancipation, pas du tout de la question de l'éducation populaire et de la question de l'engagement politique ; c'est derrière un peu tout ce que vous faites et ce que vous êtes ; en tout cas, pour moi, c'est lié à cela aussi !

**Mikaël GARNIER-LAVALLEY**

On n'a pas donné les 10 raisons ; dans les 10 raisons, il y a les réponses, avec en plus les parcours de gens qui sont aujourd'hui en responsabilité.

**Olivier NOBLECOURT, Adjoint au Maire de Grenoble**

Je suis content de voir des gens parler de l'éducation populaire qui ont moins de 40 ans ; ils en sont loin, alors que tous les gens qui me parlent de l'éducation populaire dans la ville où je travaille ont plus de 60 ans ; ils ont la tonalité dont parlait Jeff, c'est un discours pas du tout incarné, quelque chose qui s'impose à eux.

Une anecdote ; nous avons fait une convention avec ces associations d'éducation populaire, je travaille à la ville de Grenoble, ils ont tenu à mettre un préambule à la convention que nous avons

signée ensemble, et quand il s'est agi d'écrire le préambule, puisque le nôtre ne leur convenait pas, ce que je veux bien comprendre puisqu'il émanait de la collectivité, on leur a proposé d'en produire un, savez-vous ce qui s'est passé ? Ils sont allés chercher le préambule de la convention de Lyon, qui avait été écrit 2 ans avant, car il leur convenait tout à fait ; il n'était pas grenoblois ; ils sont allés prendre quelque chose ailleurs, qui leur convenait ; c'est un discours assez convenu, si je vous le lisais, rien ne vous choquerait, mais il n'était pas incarné ; ce n'était pas quelque chose qui était vécu chez eux, mais un discours qui allait bien et qui leur convenait, qu'ils nous ont imposé, qu'ils imposaient d'ailleurs aux gens de leur entourage et tout le monde a été d'accord, mais un accord minimaliste.

L'autre constat que je fais sur Grenoble est que l'éducation populaire grenobloise n'a pas réussi à faire émerger dans les quartiers un certain nombre de cadres, y compris associatifs, de la même façon que la mairie n'a pas su faire émerger ou prendre en compte d'autres cadres de la collectivité ; je pense que l'on n'a pas fait mieux qu'eux, mais on aurait pu imaginer que l'éducation populaire soit capable de faire émerger, monter des gens des quartiers ; le constat aujourd'hui montre que cela n'a pas été le cas, ou alors vraiment très à la marge. Ce sont deux échecs qui font que je suis venu ici, et je suis plutôt rassuré en voyant votre âge, mais j'étais plutôt venu ici pour me faire convaincre que l'éducation populaire existait encore et avait encore des choses à dire.

***Mikaël GARNIER-LAVALLEY***

Un exemple de parcours dans l'éducation populaire, issu des quartiers populaires.

***Guillaume SOLA, JOC de Rouen***

Je n'ai pas lu le bouquin, mais un des auteurs essaie de me le vendre ... Je ne citerai pas de nom ; je voudrais bien l'acheter parce que dedans, il raconte l'éducation populaire, mais de sa vision ; je ne sais combien il y a d'auteurs dedans ?

***Mikaël GARNIER-LAVALLEY***

13.

***Guillaume SOLA***

13 personnes et 13 visions différentes ; ils ne donnent pas une définition définitive de l'éducation populaire, mais émerger une idée dans la personne ; c'est pourquoi ils disent « aimer ou pas l'éducation populaire », à force de le lire, on se fait notre propre opinion de l'éducation populaire. C'est un livre intéressant à lire, et je le soutiens.

***Mikaël GARNIER-LAVALLEY***

Mais tu ne l'as pas lu, attention !

***Brigitte LOHOU, Service jeunesse, Conseil Général des Bouches du Rhône***

Ce qui me pose question est la professionnalisation des associations d'éducation populaire, dans le sens où dès que l'on rentre dans le domaine marchand, on est obligé de faire un grand écart, et on y perd un peu son âme, dans le sens où les avancées sociales ne sont plus possibles, on ne peut pas payer les heures supplémentaires, monter les salaires, avoir de ticket restaurant ; il y a même des montages économiques à la marge de la transparence, voire de la légalité ; je ne reconnais plus, pouvez-vous m'éclairer là-dessus, l'éducation populaire là-dedans, et pourtant, s'il n'y a pas cela, peut-on avoir de l'éducation populaire hors du scoutisme ? Je provoque un peu mais c'est une question de fond ; c'est pourquoi je suis ici.

***Florian MEYER, Jeunesse ouvrière chrétienne***

J'aurais plein de choses à répondre, mais je vais répondre du coup directement à l'intervention d'avant sur la professionnalisation de l'éducation populaire ; je suis permanent national à la JOC, c'est bien de la professionnalisation ; nous sommes une équipe d'une trentaine de salariés jeunes à travailler à plein temps à la JOC ; on ne respecte pas forcément les 35 heures, même pas du tout, mais on n'est pas à plaindre, on le vit bien, on a une vie équilibrée, on a une vie en dehors, on a des tickets restaurant ...

On est sous mandat, on sait qu'on est là pour 2 ou 3 ans maximum ; c'est aussi cela les organisations de jeunesse, on ne reste pas vissé à notre mandat ; je sais qu'à la fin de l'année je ne serai plus là, qu'il y aura quelqu'un d'autre, de très bien, qui prendra ma place ; ce sera bien comme cela et c'est



possible au niveau national mais cela existe aussi au niveau local ; cela marche aussi très bien, que ce soit avec des bénévoles ou des salariés ; Guillaume n'en a pas parlé tout à l'heure, mais il est de la JOC de Rouen, et il y a un salarié qui permet un accompagnement des jeunes, etc. et une équipe de bénévoles très forte, dont Guillaume fait partie, qui tient un relais jeunes solidaires, un lieu d'accueil pour les jeunes, qui est ouvert toutes les semaines, pour proposer une entraide entre jeunes dans leur recherche d'emploi ; c'est quelque chose qui fonctionne depuis 2 ans, très bien, qui n'est tenu que par des jeunes ; c'est un des beaux signes d'encouragement pour l'éducation populaire aujourd'hui, à mon sens.

**Piero CALVISI, Fédération des MJC**

Je suis salarié, j'ai aussi les tickets resto ; je voulais rebondir sur 2 ou 3 propos ; je ne vous raconterai pas mon parcours, mon éducation populaire, mais je me retrouve assez dans les parcours qui ont été décrits, que je résumerai : mon éducation populaire et finalement l'éducation populaire que j'espère au plus grand nombre, c'est de pouvoir agir dans un collectif, au service du collectif et permettre dans ce collectif à chacun d'agir ; c'est ma définition de mon éducation populaire.

Je vais revenir sur la place des salariés là-dedans, car cela m'a un peu « titillé », le questionnement, l'interrogation de la dame du Conseil général ; cela me permettra aussi de rebondir sur les réseaux d'éducation populaire ; les salariés sont in fine les bras armés du projet de l'éducation populaire ; mais ce ne sont pas des bras armés misérables, ils sont nécessaires dans la société dans laquelle nous sommes, pour revendiquer la place de l'éducation populaire à chacun, pour que chacun puisse se réaliser dans ses parcours ; même si les réseaux peuvent être ou sembler être poussiéreux, il est vrai qu'il faut les dépourssiérer ; je ne vais pas raconter l'histoire du réseau des MJC dans le département du Bas-Rhin, ce serait trop long ; mais en tout cas, on s'est justement coupé des réseaux poussiéreux pour avoir de l'autonomie, adapter une action à l'échelle du territoire ; cela aussi, c'est de l'éducation populaire, de l'éducation populaire d'un réseau ; c'est essentiel. Je ne voulais pas que l'on massacre trop vite les réseaux éducatifs et les réseaux d'éducation populaire dans les propos, car même s'ils sont poussiéreux, ils sont nécessaires pour que l'éducation populaire puisse continuer à exister ; ils sont peut-être maladroits, peut-être un peu trop vindicatifs, ils ne sont pas forcément dans le secteur marchand.

Vous parliez du secteur marchand ; nous sommes dans le secteur privé, certes, nous répondons, parce que nous y sommes contraints, à des choses qui sont de l'ordre du marché public, de la délégation de service public, on essaie tous de passer en force en convention d'objectifs et de moyens et de continuer à travailler les partenariats ; c'est le cadre des directives européennes et de l'article 30, la directive services, qui nous contraint malheureusement tous à cela, qui contraint autant les collectivités que les réseaux d'éducation populaire ; mais nous ne nous plaçons pas dans le secteur marchand ; et ne tuons pas trop vite, et ne jetons pas trop vite l'opprobre sur les réseaux d'éducation populaire qui sont, ô combien, nécessaires pour que l'éducation populaire puisse continuer à exister dans ce pays et puisse donc permettre à chaque habitant d'avoir son éducation populaire.

**Thomas ROGÉ**

Ce que vous venez de dire fait écho aux propos que je pouvais avoir ; ce qui m'a intéressé dans la démarche d'Yves est que l'on pouvait s'exprimer sur notre éducation populaire, sans avoir le poids de notre organisation ou de notre employeur, ou de l'organisation avec laquelle on avait une relation de sujet ; on pouvait donc être libre de parler de notre vision de l'éducation populaire, de notre parcours dans cette éducation populaire. Les discours que l'on veut poussiéreux ou non, qui sont parfois complexes, jusqu'à l'absurde, ils sont appesantis par une histoire, parfois on n'arrive pas à respirer en dehors de cette histoire, elle est un peu étouffante ; ils manquent beaucoup d'audace dans les discours sur l'éducation populaire ; cette audace, j'analyse en partie son absence, je me trompe peut-être, sur la transformation économique du monde de l'éducation populaire ; je ne jette pas l'opprobre sur les gens qui répondent aux DSP, aux marchés publics, à ce nouveau mode de contractualisation imposé par les règles européennes ; ce sont des choses qui vont effectivement à l'encontre de ce que l'on veut porter dans nos mouvements ; mais on n'ose pas non plus forcément avoir un discours audacieux par rapport à son financeur, aux contraintes qu'il pose, à la respectabilité de gestion ; plus que la professionnalisation des mouvements d'éducation populaire, ce qui m'interpelle parfois est l'aspect gestionnaire, et l'aspect délégataire d'un pan entier de l'action publique ; certains mouvements, qu'ils le veuillent ou non, sont des supplétifs de l'action publique ; à mon avis, c'est cela qui est malsain parfois.

Sur l'émergence de cadres dans les mouvements, quelque part la création de la relève, avoir des parcours militants internes dans les organisations qui permettent de faire émerger de nouveaux cadres, de perpétuer aussi l'idée et le projet de la structure, deux choses ont fait beaucoup de mal : c'est compliqué de former des militants, d'accueillir des cadres, de leur offrir des parcours dans lesquels ils peuvent s'épanouir et progresser ; l'arrivée des emplois jeunes a permis d'avoir du cadre docile, vite professionnel et opérationnel ; seulement, ensuite, ils sont partis ; certains sont restés, d'autres non ; aujourd'hui, je vois de grands mouvements associatifs étudiants, qui ont renoncé à toute émergence de cadres, car il y a les services civiques ; le militant sera en service civique ; mais le problème est qu'il sera là 9 mois, 11 mois maximum ; après, il partira ; nous avons donc des structures qui se vident complètement, peut-être par faiblesse, peut-être par commodité, peut-être par erreur stratégique, de leur potentiel militant.

Je le vois dans des mouvements étudiants, mais d'autres mouvements sont aussi dans ce cas, nous avons quelque part professionnalisé les militants ; quand on se rend compte que l'on n'a plus que des salariés ou des services civiques volontaires, que l'école de cadres interne ne fonctionne plus, le jour où le dispositif s'arrête, cela se passe mal. C'est peut-être une réflexion provocante ...

### **Thiébaut WEBER**

Je rebondis sur deux choses que j'ai entendues ; la première sur ce que disait Florian de la JOC ; certes, tu es aujourd'hui permanent, salarié de la JOC, mais tu es responsable d'une organisation de jeunesse ; je connais un peu la JOC, tous vous êtes responsables de cette organisation ; vous travaillez avec des salariés qui ne sont pas élus ; toi, c'est ton cas, tu es élu, par une assemblée générale.

### **Florian MEYER**

Ce n'est pas le bon exemple ; il faudrait y revenir, mais ce n'est pas grave.

### **Thiébaut WEBER**

A un moment, la question forte est celle de la responsabilité ; je pense que c'est valable dans les organisations de jeunesse et toutes les organisations : quelle place laisse-t-on à un moment à des cadres, qu'ils soient permanents ou non ? On parle d'une question de statut ; on prend l'exemple des jeunes, quelle protection y a-t-il ? Qu'est-ce qui permet aujourd'hui à des jeunes de rester 1 ou 2 ans, alors qu'on sait qu'ils vont rapidement laisser leur place et que de fait, dans les organisations de jeunesse, le turn over est grand, cela fait partie du code génétique des organisations de jeunesse ; l'important est avant tout de savoir la responsabilité, la place que l'on laisse aux responsables justement dans ces organisations. Je vous dis car je suis extérieur, je ne viens pas des grandes institutions de l'éducation populaire ; c'est pourquoi il est drôle de voir tout de suite le débat dévier sur ce que sont les institutions de l'éducation populaire ; il faut sans doute l'avoir, mais ce n'est finalement pas dans cet état d'esprit que j'avais participé au bouquin ; la question de la responsabilité et de la place des responsables me paraissait importante.

Deuxième chose : sur la question d'aboutir à un engagement politique, syndical, associatif, on rejoint la même question ; ce que j'écrivais dans l'article était qu'à un moment, il y a l'idée de faire de l'homme ou de la femme, un citoyen, et du citoyen un acteur, quel que soit le sens que cela peut prendre, c'est-à-dire engagé dans une institution politique, syndicale ou autre, ou déjà un citoyen éclairé qui, quand il participe aux élections, a l'ensemble des outils pour pouvoir participer. C'est quelque chose de fondamental, car cette question de fabrique de citoyens autonomes quelque part, de fabrique de responsables de demain dans les organisations, c'est très lié à un sujet que je connais bien, plus lié à ce que je fais, c'est-à-dire à la question du travail ; en France, on ne sait pas donner de l'autonomie aux gens dans leur travail, vraiment faire de la promotion sociale via le travail ; on ne sait plus faire cela ; je ne sais pas si on a su le faire à un moment ou un autre ; je n'ai pas assez d'expérience pour le dire, mais en France, en tout cas on a un vrai problème avec cela, avec la question de la promotion sociale dans le travail ou autre, même dans l'engagement ; ce sont des choses qui sont liées de près ou de loin à l'éducation populaire, mais qui sont aujourd'hui des questions centrales, notamment quand on parle sur le travail de « crise du travail » ; on en parle beaucoup : c'est une question fondamentale et que l'on n'a pas traitée.

### **Mikaël GARNIER-LAVALLEY**

Vous dites que c'est sympa, que des jeunes parlent de leur éducation populaire. Les responsables des grandes Fédérations d'éducation populaire ont des parcours à peu près identiques aux nôtres ;

pour beaucoup d'entre eux aujourd'hui, ils ont 30 à 40 ans d'activité professionnelle et ils ont démarré comme simples animateurs ; il serait intéressant de faire le même livre avec des plus âgés ; peut-être le 2<sup>ème</sup> tome ? Pour montrer justement que la réalité aujourd'hui, le haut de la pyramide de certaines des organisations est composé aussi de gens qui sont des militants de départ, qui avec leur engagement et dans leurs organisations, ont eu de la promotion sociale, et sont arrivés à prendre des responsabilités, à se professionnaliser et à gérer des structures qui sont importantes ; c'est aussi rappeler qu'il y a des parcours possibles ; il y a peut-être un moment où eux-mêmes dans leur tête ont basculé.

J'ai failli être recruté par un gros mouvement voici 7 ou 8 ans, j'avais été complètement déçu par son secrétaire général qui, dans son bureau, m'avait expliqué que l'intéressant avec moi était mon double cursus, car j'avais un cursus universitaire élevé et un engagement qui permettaient d'avoir « une double compétence » comme il l'appelait ; j'ai été assez flatté, il faut le dire, et là où j'ai un peu « halluciné » c'est quand il m'a dit : « je ne sais pas si je me recruterais moi-même aujourd'hui ». Je me suis dit : « c'est mal barré » ; en fait, ce n'est pas mal barré, car nous avons eu la discussion après ; effectivement, il y a une prise de conscience, y compris à haut niveau, dans des organisations, de se dire qu'il faut des profils diversifiés dans un recrutement, que des gens engagés dans l'éducation populaire, c'est important.

Après ce premier élément, un deuxième élément : la politique ; nous avons été questionnés là-dessus, le lien avec la politique ; dans le bouquin, 3 personnes exercent ou ont exercé des mandats à haut niveau et sont passées d'abord par des engagements associatifs liés à l'éducation populaire ; Clémentine AUTIN était adjointe au Maire de Paris, elle est passée avant par Mix-Cité, par des collectifs droits des femmes ; Emmanuelle COSSE vient d'ACTUP ; aujourd'hui, elle est Vice-Présidente d'Europe Ecologie de la région Ile-de-France, en charge du logement, elle est Présidente de la commission logement de l'ARF ; Julien BAYOUX est co-fondateur de divers collectifs, dont Génération Précaire, Jeudi Noir, Sauvons les Riches, la galaxie de ces collectifs ; il est aujourd'hui conseiller régional Ile-de-France Europe Ecologie.

L'idée de transformation sociale est très présente pour nous, et du coup, faire de la politique, c'est évident ; faire de la politique (je le dis pour moi) peut se conjuguer de différentes manières ; cela peut se conjuguer dans le secteur associatif, cela peut se conjuguer dans une certaine mesure dans l'espace syndical au sens premier de la politique, et cela se conjugue aussi dans la politique ; certains font le choix de s'engager dans plusieurs espaces, dans un seul, mais nous sommes tous conscients, les 13, de faire de la politique, là où nous sommes, avec cette volonté de partager avec le plus grand nombre une prise de conscience sur les sujets, et en même temps, d'apporter des revendications dans l'espace public, pour que cela débouche un peu plus simplement.

Une boutade : je suis directeur d'une structure, nous avons des tickets restaurants, une grille relativement claire de la progression salariale, des congés payés, et tout le monde est aux 35 heures avec des récupérations, et l'obligation d'avoir deux jours consécutifs de congé hebdomadaire ; ce n'est pas le cas partout, je le sais, mais les associations d'éducation populaire comme les associations comme la plupart des entreprises, la plupart des employeurs, les collectivités territoriales ne sont pas particulièrement exemplaires dans la gestion de leurs personnels, en particulier les personnels précaires, loin de là ; il y a des moutons noirs ; il y en a partout, et pas plus de mon point de vue dans les associations que dans d'autres espaces ; c'est un peu facile de stigmatiser de ce point de vue, même s'il est vrai qu'il existe parfois un certain nombre de choses qui peuvent être délicates.

***Olivier TOCHE, Directeur de l'INJEP, Institut national de la Jeunesse et de l'Education populaire***

Je voulais d'abord saluer l'initiative des 13, de ce collectif, de faire la promotion de l'éducation populaire ; Mikaël a eu tout à l'heure un mot peut-être tabou dans ce milieu : « marketing » pour faire connaître l'éducation populaire ; il faut bien dire quand même que l'éducation populaire hors du cercle des Fédérations qui sont bien représentées ici, ce n'est pas très connu ; moi-même, pour l'anecdote, quand j'ai pris mes fonctions de Directeur de l'Institut national de la Jeunesse et de l'Education populaire, je croyais naïvement que l'éducation populaire était un vieux concept qui avait vieilli et je m'étais tout étonné que cela puisse encore exister, alors qu'on m'avait, après candidature, choisi pour occuper ce poste.

Pour autant, comme d'autres, j'ai eu aussi un petit parcours, j'ai été louveteau, éclaireur, j'ai fréquenté les MJC de mon quartier, l'UCPA et les auberges de jeunesse sans que d'ailleurs, à aucun moment, on m'ait dit que c'était de l'éducation populaire à laquelle je participais. J'ai aussi, et cela a été pour moi beaucoup plus structurant d'ailleurs, été pendant 10 ans volontaire et militant à l'association AIDES ; je pense que c'est ce qui m'a le plus marqué ; je me souviens très bien de Daniel DEFERT, compagnon de Michel FOUCAULT, qui était créateur fondateur de l'association, dire qu'il voulait construire un laboratoire social, quelque chose pour faire de la transformation sociale en utilisant l'occasion, l'opportunité malheureuse, certes, de l'épidémie du SIDA à ce moment.

Quelque part donc, il y a bien des convergences possibles avec d'autres mouvements de lutte ; dans mon propre parcours professionnel cela m'a aussi servi, quelque part ; c'est peut-être un scoop, je le dis souvent, mais comme j'ai fait aussi un cursus important, quand j'ai passé le grand oral de l'ENA, j'ai passé une grande partie du grand oral cuisiné sur la question « qu'avez-vous appris à l'association AIDES » car je l'avais mis sur mon CV effectivement ; on m'avait d'ailleurs dit « il ne faut surtout pas mettre cela sur le CV, cela ne se fait pas, etc. » ; c'est la question qui avait le plus retenu l'attention du jury, sans doute aussi conscient qu'il fallait peut-être diversifier, c'est-à-dire ce que disait Mikaël à l'instant.

Nous arrivons maintenant à un tournant, c'est pourquoi c'est très bien que ce livre sorte, tournant aussi qui a failli mal tourner, si je puis me permettre, puisque l'INJEP, je me rappelle d'une discussion dans un bureau de Cabinet ministériel pour savoir si dans le décret, il fallait conserver le EP ou pas du sigle INJEP ; entre-temps, Jean-Claude RICHEZ n'est plus là, mais comme j'avais été un peu convaincu, me disant que finalement, tout ce que j'avais fait avant était aussi un peu de l'éducation populaire, j'ai dit « non, on ne va pas revenir à l'INJ » ; car dans l'histoire de l'INJEP, il y a eu l'INEP, l'INJ, l'INJEP et il s'en est fallu de très peu pour que l'INJEP devienne l'INJ dans sa restructuration. Certains disaient qu'il y a des parcours qui font que l'éducation populaire est un ascenseur social, je trouve intéressant aussi qu'il y ait le parcours dans l'autre sens, c'est-à-dire qu'il y ait des jeunes, ou moins jeunes, qui ont fait un cursus universitaire, qui s'intéressent aussi à ces autres modes de l'éducation, soit dans leur engagement associatif, syndical, politique ou même professionnel, pour qu'à titre professionnel ils l'appliquent, ce que je m'efforce de faire ; je ne suis pas sûr que j'y arrive tout le temps, car le contexte, les contraintes sont là.

Tout cela pour finir en disant que l'éducation populaire, je pense qu'il faut aussi que quelque part, elle s'émancipe de son passé, de son histoire, pour renaître et pouvoir peut-être agréger d'autres groupes qui actuellement ne s'en revendiquent pas, mais qui dans leur mode de fonctionnement, ou de pensée, même s'ils ne sont pas forcément orthodoxes avec telle ou telle filière, pourraient très bien s'en revendiquer aussi.

### ***Caroll DURANTOU, Conseil Général des Bouches du Rhône, Maison départementale de la jeunesse et des sports***

Cela m'a embêté que ma collègue parte tout de suite sur les structures ; j'ai un parcours atypique, je viens de passer mon BAFD voici peu de temps, avec le CPCV et je fais des colos pendant mes congés ; l'éducation populaire, j'ai mon éducation populaire, comme j'ai mon parti politique ; ce que je souhaite, fais et revendique, c'est transmettre les valeurs à ma fille, à mes petites-filles, à mes colons ; mon éducation populaire s'arrête là ; ensuite, ce qui se passe dans les structures, soit, mais c'est la transmission des valeurs aux petits et aux grands, car les grands en ont besoin aussi, et nos élus aussi.

### ***Participante***

Par rapport au mot cité tout à l'heure « émancipation », que l'on n'entend pas si souvent ; celui que je vois passer dans mon institution est celui « d'autonomie » ; je me posais la question de savoir, quand on est à la recherche de l'autonomie, de pouvoir répondre à ses besoins les plus primaires, je n'ai pas de réponse, mais n'est-on pas en mesure de rechercher l'émancipation à ce moment ? Il faut d'abord avoir satisfait les besoins primaires ; ou est-ce qu'au contraire, c'est quand on a vraiment bien touché le fond que l'on finira par avoir un sursaut et décider soi-même de s'affranchir de ce qui fait contrainte ou pas ? Je me pose cette question car en tant qu'agent de l'Etat, je vois que l'éducation populaire fait de moins en moins partie de nos missions, pas forcément des miennes d'ailleurs, j'ai de la chance ; les structures d'éducation populaire ont de moins en moins les moyens d'être aidées à fonctionner et réaliser leurs projets ; c'est comme avec l'histoire de Envie d'Agir ; ne faut-il pas parfois

tout arrêter, car finalement, à force de faire avec 3 fois rien, il vaut mieux qu'il n'y ait plus rien, pour que peut-être on reparte vers de nouvelles fondations ?

**Patricia LOVINGER-DARVE, Directrice d'un service jeunesse cantonal en Savoie**

Je me sens parfois schizophrène, avec une difficile conciliation entre la mise en œuvre et la transmission des valeurs d'éducation populaire dans l'institution territoriale, avec le temps que nécessite l'accompagnement des publics, cette notion de temporalité dont il a beaucoup été question depuis hier, et l'injonction permanente de l'institution autour de la politique du chiffre ; j'ai quelquefois l'impression, c'est pourquoi je parle de schizophrénie, de gérer une entreprise.

**Participante**

Je voulais dire que j'étais super-heureuse, pas du tout schizo, car l'année dernière, il y avait eu un débat sur l'éducation populaire et il avait fallu patienter un long moment avant de pouvoir réagir avec beaucoup de virulence ; j'avais eu un témoignage, un peu proche du vôtre en fait, où je leur disais que mon éducation populaire était celle-là en deux mots, que je me sentais super-vivante ; c'était « est-ce que l'éducation populaire est morte ? » le sujet ; on pouvait sortir de là en disant « oui, elle est morte, ou en tout cas elle est bien fossilisée » ; il est sûr qu'elle était bien fossilisée ! Je suis vraiment contente, car le travail que vous avez fait était de dire : nous avons grandi là-dedans, on le dit, cela vit, cela existe bien et cela peut être vraiment frais.

Mikaël le disait tout à l'heure, ils ont eu ces parcours aussi ; je me dis qu'il faut que l'on apprenne de cela et que l'on soit vigilant, pour ne pas un jour devenir des fossiles comme cela ; Jean-François parlait de sa différence tout à l'heure, « mon éducation populaire », c'est peut-être déjà une bonne piste, de ne pas se rendre détenteur de ce concept, qui ne nous appartient pas, de ne pas le retenir pour soi, de dire que l'on a chacun une expérience ; c'est une bonne piste, mais il faut rester vigilant, car il serait dommage de se retrouver là dans 20 ans et redire la même chose ...

**Participant**

Comment peut-on permettre, même si chacun a son parcours, et tu parlais tout à l'heure de transmission, comment fait-on en sorte que cela contamine tout le monde ?

**Participante**

Tu le fais tous les jours ! Je le fais tous les jours moi.

**Natalia MARIE, stagiaire au CREPS d'Ile-de-France**

Je viens de l'Education nationale ; tout va bien, soyez tranquilles ! Je suis enseignante depuis plus de 20 ans, directrice d'école également ; depuis quelques mois, j'ai demandé un congé de formation que j'ai obtenu ; je reviens à l'éducation populaire après l'avoir quittée ; j'y avais sévi quelques années avant d'être institutrice ; pour moi, l'éducation populaire n'est pas vieillissante, car je l'ai toujours considérée comme une pédagogie ; je n'ai pas eu l'impression d'être institutrice plus que militante de l'éducation populaire, et il me semble qu'aujourd'hui, plus que jamais, les valeurs, l'éthique, je ne sais comment l'appeler, en tout cas ce qui porte ou a fait naître cette dimension, cette notion, est plus que jamais nécessaire ; nous avons besoin de pédagogie.

J'ai envie de faire le lien avec ce que j'ai entendu dans l'atelier auquel j'ai participé tout à l'heure : qui paie décide ; à un moment où il faut s'emparer de l'évaluation, qu'il va falloir montrer que l'on est conscient de ce qui se joue, il faut que sur le terrain, les acteurs, les professionnels à tous les niveaux, soient conscients de ce qu'ils font bouger en agissant, pour pouvoir en rendre compte ; est-ce en professionnalisant, en reparlant de l'historique de l'éducation populaire ou pas ? En tout cas, il faut être conscient de ce qui se joue quand on est acteur de l'émancipation, sinon on ne peut pas en rendre compte ; cela me semble important aujourd'hui. Pour moi, ce n'est pas une valeur vieillissante, mais qui doit être tout le temps réactualisée, car la pédagogie, en revanche, elle demeure.

**Marie-Emmanuelle CLERGET, Animatrice jeunesse et territoire en Côte d'Or à l'union départementale des MJC**

Je suis un pur fruit de l'éducation populaire, car je suis rentrée avec un BAFA dans une MJC ; j'ai eu mon BPJEPS l'année dernière ; je suis dans l'ascenseur et je ne veux pas le lâcher, pas forcément pour d'autres diplômes et des formations, mais pourquoi pas atteindre une direction de MJC ou je ne sais pas ? Je monte comme cela et je pense que lorsque j'aurais atteint le dernier étage, je ferais partie des fossiles.

Je ne suis pas à votre table car je n'ai plus 30 ans, je ne suis pas encore fossile car je n'ai pas 60 ans mais je voudrais rebondir sur le programme Envie d'Agir ; je travaille sur le FDAIJ (fonds départemental d'aide à l'initiative des jeunes) ; depuis 15 ans, j'accompagne des jeunes dans le montage de leurs projets, c'est là où est mon éducation populaire, car je leur permets de faire ce qu'ils veulent, de les emmener, grâce à un outil, de là où ils sont à là où ils veulent aller. Je ne suis pas d'accord pour qu'on l'arrête tout de suite ; je veux bien qu'on le refonde, je veux bien que l'on recrée, que l'on avance sur le sujet, mais c'est un outil qui me sert tous les jours et quand je vois ce que cela apporte aux jeunes dans leur construction et dans leur avancée, je me dis que si on l'arrête tout de suite, déjà j'arrête personnellement, car il va me manquer quelque chose pour travailler. C'est trop important dans ce que cela apporte ; j'ai accompagné une soixantaine de projets, quand je vois comme ils sont engagés maintenant, qu'ils font de l'éducation populaire, c'est ma petite pierre, ma petite goutte ; ce qu'elle m'a apporté, je le retransmets et je voudrais que cela puisse continuer, je ne voudrais donc pas que ce dispositif s'arrête. Il est suspendu pour l'instant.

### **Thiébaut WEBER**

Sur Envie d'Agir, j'ai été très impliqué dans le lancement du dispositif, car j'avais la charge de gérer les premiers sites d'Envie d'Agir ; dans mon métier aujourd'hui, j'ai un métier qui doit être relativement similaire au vôtre, j'accompagne des étudiants qui veulent prendre une responsabilité, monter des projets, les accompagner dans l'objectif qui est le leur ; je ne fais jamais référence à Envie d'Agir ; à un certain point, je me demande le caractère nécessaire d'avoir un nom, un dispositif, à mettre en étiquette ce type d'accompagnement. Nous sommes tous à même, dans le cadre de nos missions, de remplir cet objectif ; à un certain point, on n'a pas besoin d'attendre une collectivité ou l'Etat pour nous dire comment cela doit s'appeler. C'est un avis très personnel.

Je n'irai pas plus loin, ce que je trouve extrêmement plaisant avec ce type de discussion, c'est que c'est rafraîchissant ; voici un petit mois, j'étais devant des cadres formateurs du CE d'EDF à Toulouse, je n'aurais jamais eu l'occasion de me retrouver devant ces gens et parler d'éducation populaire avec des gens qui ont un parcours syndical très lourd dans une organisation qui elle aussi a son histoire ; EDF, sur les œuvres sociales en plus, ce n'est pas n'importe quoi ; ces moments de rencontres sont aussi une façon, on cherchait l'endroit, le cadre, l'opportunité, de transmettre les questionnements sur l'éducation populaire ; je ne crois pas à la transmission linéaire, car nous avons tous une éducation populaire différente, une vision, etc. ; mais avoir des lieux d'échanges, comme NEUJ PRO par exemple, et ce soir en est un bel exemple, je trouve cela très agréable et je voulais vous communiquer ce sentiment.

### **Thomas ROGÉ**

Ce n'est pas tout à fait non plus une conclusion, mais par rapport à ce que vous avez pu dire, non seulement sur les questions du débat sur l'éducation populaire et les institutions, c'est marrant, ce débat revient ; je demandais ce qu'était le BPJEPS, il y a plein de choses que je ne connais pas encore ; il est marrant que le débat revienne, car je pense que vous exprimez un certain malaise, par rapport au sens que vous mettez à votre action, c'est important.

Sur la question : faut-il un big bang de l'éducation populaire pour repartir sur une nouvelle dynamique ? Je vais faire quelque chose d'hyper provoc, mais je le tente : comparer l'éducation populaire et les marchés financiers ; ouh là ; vous vous demandez dans quoi je m'embarque. Dans le débat que nous avons eu sur les marchés financiers, il y a eu la question des banques qui étaient « too big to fail », trop grandes pour faire faillite, et ainsi de suite ; attention quand on se rend incontournable, pour les Pouvoirs Publics, qui ne vous laisseront pas tomber, même s'ils vous mettent plein de contraintes, de toute façon, car ils ont besoin de vous, car quelque part vous êtes presque un service para-public ; là, en terme d'éducation populaire, se pose la question de l'action ; vous voyez la comparaison que je fais ; je ne dis pas que les acteurs de l'éducation populaire sont des financiers, mais voilà. Sur la question du big bang, attention à ne pas créer des institutions qui deviennent tellement incontournables qu'elles cristallisent quelque part une professionnalisation que je ne jugerai pas mauvaise à la base, mais qui risque de totalement éjecter la question de l'engagement, de l'émancipation par l'engagement et autres ; c'est une chose.

Deuxième chose que je voudrais dire pour terminer : je ne sais pas s'il faut un big bang, s'il faut attendre que tout se « casse la figure » pour revenir ; mais au moins, essayez, dans le maximum d'actions que vous pouvez donner, avec des bouts de ficelle, pas forcément énormément de moyens, de créer des espaces où des gens, des jeunes, des plus âgés, qui que ce soit, puissent s'engager sur

des choses qui ne sont pas forcément incontournables, un peu dans la logique du tube à essais ; laisser un espace d'engagement, où un collectif de personnes, qui se retrouvent autour d'un projet, ou qui pourraient être amenés à le définir, puissent le faire, avec pas grand chose finalement ; et peut-être que de là, du tube à essais que vous aurez créé, sortira l'éducation populaire de demain et les actions de l'éducation populaire de demain.

### **Mikaël GARNIER-LAVALLEY**

J'aimerais bien avoir les bonus !

Pour revenir sur le débat sur autonomie/émancipation, si l'éducation populaire et les mouvements de jeunesse ont réussi quelque chose dans les 10 dernières années, c'est d'avoir gagné la bataille culturelle sur l'autonomie des jeunes ; tout le monde a ce mot à la bouche, et cela revient continuellement ; la difficulté est que si l'on a gagné la bataille culturelle sur la question de l'autonomie des jeunes, on ne l'a pas du tout gagnée sur les moyens ; c'est-à-dire que derrière, la question de l'autonomie des jeunes ne recoupe rien ; le véritable problème, ce n'est pas le terme d'autonomie des jeunes qui est important, c'est la question de l'émancipation des jeunes ; on reste dans la dépendance affective, dans la dépendance financière, dans la dépendance aux uns et aux autres, et cela ne permet pas à tout le monde de grandir.

François de SINGLY fait un parallèle entre ces deux éléments et dit, après un travail sur les jeunes adultes, que par le passé, autonomie et émancipation étaient relativement proches, et permettaient de devenir des adultes responsables ; dans la période actuelle, on devient autonome de plus en plus jeune, et on devient émancipé de plus en plus tard ; cette période qui est de plus en plus longue fait en fait des adultes qui sont plus dépendants, et notamment plus dépendants affectivement par rapport à leur famille ; du coup, plus ce temps est long, plus c'est difficile et plus la projection dans le futur pour de jeunes adultes est compliquée ; il faudrait donc trouver les moyens de réduire cette période et de revenir à quelque chose de plus synchrone, car c'est cette désynchronisation qui pose difficulté. Cela veut dire derrière que l'on doit inventer les moyens, notamment économiques, pour que des jeunes s'émancipent et ne soient pas dans la dépendance ; c'est pour répondre sur le concept d'autonomie et de dépendance.

Je ne crois pas forcément que le big bang soit nécessaire ; je crois qu'il y a des capacités de régénération assez fortes, y compris dans les institutionnels et je ne doute pas de leur capacité à le faire ; en revanche, ce que je trouve dommageable, mais c'est dans le débat en général, pas propre à ici, c'est que l'on pense que le monde associatif doit se conformer à un modèle d'organisation classique, avec des statuts types, une organisation bien définie avec une assemblée générale, un conseil d'administration, un Président, etc., alors que justement, l'éducation populaire et l'ensemble du monde associatif peuvent se réinventer ; la loi de 1901 nous permet dix mille choses ; il faut donc que l'on se rappelle que l'on peut réinventer des modes de fonctionnement ; mais la difficulté est que derrière, on raisonne aussi à conjuguer des structures avec d'éventuels moyens financiers, ou de la respectabilité, qui ne nous sera apportée que si l'on se conforme à un modèle.

C'est aussi simple que cela ; je vais vous prendre un exemple parfait d'éducation populaire ; on dit à des jeunes qui ne sont pas contents du centre social de leur quartier, je prends l'exemple Strasbourgeois voici longtemps, « vous rentrez dans le conseil d'administration du centre social » ; ils rentrent dans le conseil d'administration, tout va bien ; ils prennent la majorité ; cela prend quelques années, que se passe-t-il ? Le lendemain, on leur retire leur agrément ; vous trouvez cela normal ? Typiquement, c'est difficile. Cela veut dire derrière que chacun, là où il est, doit aussi comprendre que les différents objets associatifs ou d'éducation populaire sont des objets vivants qui peuvent se recréer, se redynamiser ; certains peuvent mourir, mais cela n'empêchera pas des choses de se construire ; je ne dis pas que les gros doivent mourir ; je veux dire qu'il ne faut pas avoir peur non plus de l'avenir ; on peut aussi regarder, avoir des craintes, tout l'univers nous amène à penser que l'avenir n'est pas aussi radieux que cela, mais on peut aussi avoir des espoirs.

L'idée du livre est aussi d'apporter des notes d'espoir dans un contexte morose, redire que l'éducation populaire appartient à tout le monde, que tout le monde doit s'en emparer et rendre vivant cet objet et le partager avec les autres ; si cela vous intéresse, vous pouvez lire le livre, vous pouvez nous rejoindre sur Facebook !